

COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS

RECOURS SOMMAIRE

POUR : **Monsieur Pierre EVESQUE**
Demeurant 1, rue Jean Longuet – 92290 Chatenay Malabry

Ayant pour avocat : **Maître Vincent GIRIER**
Avocat à la Cour
85, Boulevard de Courcelles - 75008 PARIS
Tél. : 01 83 64 03 40 – Télécopie : 01 83 64 03 45

CONTRE : Un jugement n°1421761/5-3 du 15 juillet 2015 par lequel le tribunal administratif de Paris a rejeté le recours de Monsieur Pierre Evesque tendant à annuler la décision n° 483403 du 15 juillet 2014 par laquelle le Président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) a procédé au retrait de la décision n° 411560 du 17 mai 2013 le plaçant en congé de longue maladie, à annuler la décision n° 483410 du 15 juillet 2014 par laquelle le Président du CNRS l'a placé en congé de longue maladie du 21 mai au 20 novembre 2013 et à voir condamner le CNRS à lui verser une somme de 30 000 euros sauf à parfaire au titre des troubles dans les conditions d'existence consécutifs à l'exclusion dont il fait l'objet

FAITS

I.- Monsieur Pierre Evesque, exposant, est un physicien spécialisé en matière de « *Physique des milieux granulaires* ».

Il est Directeur de Recherche au sein du Centre National de Recherche Scientifique (CNRS) depuis 1993, affecté à l'Ecole Centrale de Paris au sein du Laboratoire de Mécanique – Sols, Structures, Matériaux.

Il occupe parallèlement des fonctions internationales, notamment au sein de l'Agence Spatiale Européenne (European Space Agency – ESA).

En marge de ces responsabilités, il est éditeur de la revue scientifique « *Poudres et Grains* » et fut longtemps Président de l'Association pour l'Etude de la Micro-mécanique des Milieux Granulaires (AEMMG).

Collaborateur de Monsieur Pierre-Gilles de Gennes, Prix Nobel de Physique, il a participé à de très nombreuses publications internationales.

C'est après le décès de Monsieur Pierre-Gilles de Gennes, dans le courant de l'année 2007, que les tracasseries ont commencé pour Monsieur Evesque au sein du CNRS.

C'est ainsi que dès le 27 juin 2008, Monsieur Evesque a été contraint d'adresser une lettre au délégué régional du CNRS au sujet de son directeur de laboratoire (supérieur hiérarchique) qui entravait volontairement son travail scientifique.

Le climat s'est tellement détérioré au sein du laboratoire de mécanique de l'Ecole Centrale Paris que Monsieur Evesque a été victime d'un accident vasculaire cérébral (AVC) dans le courant de l'année 2009.

Monsieur Evesque a pu très rapidement surmonter les effets de cet accident vasculaire, malgré quelques séquelles mineures tenant à une élocution rapide qu'il n'arrive pas toujours à maîtriser.

Le service de la Médecine de Prévention du CNRS a plusieurs fois demandé qu'il soit tenu compte de cet état dans les relations professionnelles habituelles avec Monsieur Evesque.

Ainsi le 6 avril 2010, le Médecin de Prévention a écrit sur sa fiche de visite médicale :

« Poste de travail compatible avec l'état de santé. Prendre en compte ses difficultés d'élocution qui sont incontrôlables et ne reflètent pas un énervement particulier ni une manifestation de refus de dialogue. ».

Et Monsieur Evesque a continué à jouir d'appréciations élogieuses au sein des services de recherches du CNRS, comme en témoigne le rapport de section du 13 mai 2011 qui se conclue en ces termes :

« Le bilan est satisfaisant. La commission recommande de continuer la diversification scientifique et la réorientation progressive de P. Evesque vers les trois derniers sujets évoqués ci-dessus. Cela devrait lui permettre de nouvelles ouvertures et de nouvelles collaborations dans la communauté scientifique ».

Malgré ces avis médicaux et professionnels positifs, les services du CNRS ont décidé de l'écarter du laboratoire de mécanique.

Dès le mois de septembre 2012, les services du CNRS se sont ainsi rapprochés du médecin de prévention pour tenter de mettre en œuvre une procédure de congé d'office pour longue maladie (cf. la lettre de Monsieur Gresik, responsable du service des pensions, du 14 janvier 2013, qui résume l'état d'esprit du CNRS).

L'attestation du Docteur Evrard, médecin de prévention du CNRS, dont il résulte que l'état de santé du requérant *« ...ne présentait aucun danger particulier ni pour lui-même ni pour les autres.... »* n'a eu aucun effet sur la volonté du CNRS d'évincer Monsieur Evesque.

Après un examen de routine par le Psychiatre attaché au CNRS, le Docteur Laffy Beaufiles, Monsieur Evesque a été convoqué devant le Comité Médical du CNRS qui tentait de poursuivre sa procédure d'éviction par application du décret n°86-442 du 14 mars 1986 relatif à l'organisation des comités médicaux.

II.- A l'issue de ce comité médical, le Président du CNRS a pris la décision n°411560, le 17 mai 2013, de placer d'office Monsieur Evesque « *en congé de longue maladie pour la période du 21 mai 2013 au 20 novembre 2013* ».

Cette décision a été contestée devant le tribunal administratif de Paris qui l'a annulée en raison d'une erreur manifeste d'appréciation par un jugement n°1307945/5-3 du 2 juillet 2014.

Le Président du CNRS s'est empressé de contourner ce jugement qui lui était défavorable en adoptant, le 15 juillet 2014, deux nouvelles décisions :

- d'une part une décision n°483403 annulant la décision précitée n°411560 du 17 mai 2013 (qui venait d'être également annulée par le Tribunal Administratif de Paris) ;
- d'autre part une décision n°483410 remplaçant à nouveau Monsieur Evesque dans la même position de congé de longue maladie, et pour la même période.

Monsieur Evesque a donc saisi le tribunal administratif de Paris d'un nouveau recours à l'encontre de ces deux décisions n°483403 et 483410 du Président du CNRS du 15 juillet 2014, sollicitant leur annulation. Monsieur Evesque a également présenté des conclusions indemnitaires tendant à l'octroi de la somme de 30 000 euros au titre des troubles dans ses conditions d'existence tenant à son éviction professionnelle.

Par jugement du 15 juillet 2015, le tribunal administratif a rejeté la requête de Monsieur Evesque.

C'est le jugement attaqué.

DISCUSSION

III.- Conformément à l'article R 711-3 alinéa 1^{er} du Code de justice administrative, « *si le jugement de l'affaire doit intervenir après le prononcé de conclusions du rapporteur public, les parties ou leurs mandataires sont mis en mesure de connaître, avant la tenue de l'audience, le sens de ces conclusions sur l'affaire qui les concerne* ».

Or, au cas d'espèce, le jugement fait mention de ce que Monsieur Simonnot, Rapporteur Public, a été entendu en ses conclusions lors de l'audience publique du 1^{er} juillet 2015.

En revanche, le jugement ne précise pas si Monsieur Evesque ou son Conseil ont pu avoir connaissance du sens des conclusions du rapporteur public, et le cas échéant, s'ils avaient pu en avoir connaissance dans un délai raisonnable avant l'audience publique.

Il s'agit d'une formalité déterminante puisqu'elle aurait pu inciter Monsieur Evesque à comparaître à l'audience publique du 1^{er} juillet 2015 pour entendre les conclusions du Rapporteur Public, et à formuler en tant que de besoin des observations en réponse auxdites conclusions.

En l'état de cette lacune, la censure du jugement s'impose de plus fort.

IV.- Il apparaît encore que le jugement n'est pas suffisamment motivé, au mépris de l'article L. 9 du code de justice administrative et de l'article 6§1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme.

Le tribunal administratif ne s'est en effet pas expliqué sur le non respect des conditions de retrait d'un acte administratif dans le cadre de la décision n°483403 du Président du CNRS du 15 juillet 2014 qui procédait au retrait de la décision n°411560 du 17 mai 2013 par laquelle le Président du CNRS avait déjà placé d'office Monsieur Evesque en congé longue maladie du 21 mai au 20 novembre 2013.

Le tribunal administratif ne s'est pas non plus expliqué sur l'absence de réunion de toutes les conditions permettant un placement d'office de Monsieur Evesque en congé longue maladie par application de l'article 34 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984.

Le tribunal ne pouvait donc rejeter la requête de Monsieur Pierre Evesque sans s'expliquer sur ces points qui entachaient gravement la validité des décisions querellées.

V.- Sur le fond, c'est à tort que le tribunal administratif a rejeté la requête de Monsieur Pierre Evesque.

C'est tout d'abord au prix d'une erreur manifeste d'appréciation que le tribunal administratif a estimé que Monsieur Pierre Evesque n'aurait aucun intérêt à agir à l'encontre de la décision n°483403 du 15 juillet 2014 ayant procédé au retrait de la décision n°411560 du 17 mai 2013.

En effet, cette décision constituait un préalable nécessaire à la décision n°483410 qui a de nouveau placé d'office Monsieur Evesque en congé longue maladie pour la même période de 6 mois, du 21 mai au 20 novembre 2013.

S'agissant de deux décisions interdépendantes et intimement liées, puisque se prononçant sur le même congé maladie pour la même période, l'intérêt à agir de Monsieur Evesque était indubitable.

Ces deux décisions ont, en effet, engendré un préjudice professionnel conséquent pour Monsieur Evesque qui a été évincé de travaux universitaires en cours (Monsieur Evesque devait notamment organiser une soutenance de thèse pour l'une de ses thésardes, ce que le CNRS a totalement refusé) et qui a vu sa réputation professionnelle altérée en l'état des assertions du CNRS selon lesquelles ses facultés mentales seraient altérées.

Au surplus, le tribunal administratif avait lui-même relevé l'annulation du jugement du 2 juillet 2014 par un arrêt de la Cour administrative d'appel du 16 juillet 2015 :

« Considérant, en troisième lieu, que M. Evesque soutient que la décision attaquée méconnaît l'autorité de la chose jugée attachée au jugement du tribunal administratif de céans du 2 juillet

2014 ; que toutefois, en tout état de cause, par un arrêt du 16 avril 2015, la cour administrative d'appel de Paris a annulé ce jugement, qui n'est donc pas revêtu de l'autorité de la chose jugée ; » (jugement, p.4, §5).

Il n'en a cependant pas tiré toutes les conséquences légales.

En effet, le jugement n°1307945 du tribunal administratif de Paris du 2 juillet 2014 a été annulé par un arrêt de la Cour administrative d'appel de Paris du 16 avril 2015 (recours n°14PA03240 et 14PA03243).

C'est à tort que le tribunal administratif s'est fondé sur ce jugement, qui était déjà annulé à la date à laquelle il statuait, pour écarter l'examen du bien-fondé de la décision de retrait qui constituait désormais un préalable nécessaire à toute nouvelle décision, faute d'annulation de la décision n°411560 par une juridiction administrative :

« Considérant qu'alors que la décision n° 411560 du 17 mai 2013 plaçant M. Evesque en congé de longue maladie pour une durée de six mois a été annulée par un jugement du tribunal administratif de céans du 2 juillet 2014, la décision n° 483403 du 15 juillet 2014, qui se borne à annuler cette même décision, ne fait pas grief au requérant ; » (jugement, p.3).

Il résulte en effet de l'annulation du jugement du 2 juillet 2014 que c'est désormais la décision de retrait du Président du CNRS n°483403 du 15 juillet 2014 qui constitue le seul fondement de l'anéantissement de la décision n°411560 du 17 mai 2013.

VI.- C'est dès lors encore à tort que le Tribunal administratif ne s'est pas expliqué sur la validité du retrait de la décision n°411560 du 17 mai 2013.

En effet, Monsieur Evesque faisait valoir que ce retrait était tardif en l'état de la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Il faisait valoir à cet égard l'arrêt Ternon (C.E Ass., 26 octobre 2001, pourvoi n°197018, publié au recueil Lebon), dont il résulte pour mémoire que *« sous réserve de dispositions législatives ou réglementaires contraires, et hors le cas où il est satisfait à une*

demande du bénéficiaire, l'administration ne peut retirer une décision individuelle explicite créatrice de droits, si elle est illégale, que dans le délai de quatre mois suivant la prise de cette décision ».

Or, au cas d'espèce, la décision de placement d'office de Monsieur Evesque en congé longue maladie avait été prise le 17 mai 2013 de sorte que son retrait ne pouvait être effectué par le Président du CNRS que jusqu'au 17 septembre 2013.

La décision de retrait n°483403, qui datait du 15 juillet 2014, était donc particulièrement tardive puisqu'elle est intervenue 1 an et deux mois après la date de prise de décision.

L'annulation de la décision du Président du CNRS n°483403 du 15 juillet 2014 s'impose donc.

VII.- C'est encore au prix d'une erreur de droit que le tribunal administratif de Paris a estimé que les décisions des comités médicaux (comité médical du CNRS et comité médical supérieur), qui ont constitué l'unique fondement de la décision n°483410 du 15 juillet 2014 plaçant d'office Monsieur Evesque en congé longue maladie pour la période du 21 mai au 20 novembre 2013, ne feraient pas partie des décisions devant être motivées par application de la loi du 11 juillet 1979.

L'article 1^{er} de la loi n°79-587 du 11 juillet 1979 vient en effet rappeler que :

« Les personnes physiques ou morales ont le droit d'être informées sans délai des motifs des décisions administratives individuelles défavorables qui les concernent.

A cet effet, doivent être motivées les décisions qui :

- restreignent l'exercice des libertés publiques ou, de manière générale, constituent une mesure de police ;*
- infligent une sanction ;*
- subordonnent l'octroi d'une autorisation à des conditions restrictives ou imposent des sujétions ;*
- retiennent ou abrogent une décision créatrice de droits ;*
- opposent une prescription, une forclusion ou une déchéance ;*
- refusent un avantage dont l'attribution constitue un droit pour les personnes qui remplissent les conditions légales pour l'obtenir ;*

-refusent une autorisation, sauf lorsque la communication des motifs pourrait être de nature à porter atteinte à l'un des secrets ou intérêts protégés par les dispositions des deuxième à cinquième alinéas de l'article 6 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

-rejettent un recours administratif dont la présentation est obligatoire préalablement à tout recours contentieux en application d'une disposition législative ou réglementaire. ».

Or, au cas d'espèce, il est tout d'abord patent que la décision n°483410 du 15 juillet 2014 qui vient placer d'office Monsieur Evesque en congé longue maladie, contre l'avis de l'intéressé, constitue une décision administrative individuelle défavorable.

Il est encore patent que s'agissant d'un placement « *d'office* » en congé maladie, il s'agit d'une mesure de police, où à tout le moins d'une mesure restreignant les libertés publiques de Monsieur Evesque dont la liberté d'exercer une profession (d'autant que cette décision de placement en congé maladie d'office a été assortie d'autres restrictions à l'encontre de Monsieur Evesque, dont l'interdiction de suivre de la formation continue, l'interdiction d'assister à des congrès, l'interdiction de participer aux assemblées de son laboratoire de mécanique ou l'interdiction de participer à l'évaluation de celui-ci par l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES)).

Il est encore à relever que la décision n°483410 du 15 juillet 2014 procédant au placement de Monsieur Evesque en congé d'office en longue maladie est dépourvue de motivation propre, se bornant à précéder à l'énonciation de visas avant de procéder à l'énoncé d'une décision sous forme de deux articles.

L'avis du comité médical du CNRS (15 mai 2013) et l'avis du comité médical supérieur (25 février 2014) auxquels il est expressément renvoyé par cette décision n°483410, font donc corps avec la décision querellée et lui tiennent nécessairement lieu de motivation.

Pour autant, la consultation des avis des comités médicaux permet également de constater une absence de motivation.

Il s'en évince que la décision n°483410 du 15 juillet 2014, qui fait pourtant grief à Monsieur Evesque et porte gravement atteinte à sa carrière au sein du CNRS et à son crédit en tant que Directeur de Recherches au sein de l'Ecole Centrale de Paris, est totalement dépourvue de motivation, qu'il s'agisse de motifs propres ou de motifs adoptés des comités médicaux.

Au demeurant, il est à relever que le Tribunal administratif, dans son examen de la validité de la décision du Président du CNRS n°483410, a lui-même été contraint de se reporter aux termes des avis des comités médicaux et aux autres pièces du dossier pour tenter d'échafauder lui-même la motivation de la décision attaquée :

« Considérant qu'il ressort des pièces du dossier, et notamment du rapport du 18 janvier 2013 du premier médecin ayant examiné M. Evesque, que ce dernier se trouve dans une situation de grande souffrance psychologique, traduisant un symptôme dépressif, et que son comportement, qui s'est traduit par plusieurs esclandres, a généré une situation très tendue au sein du laboratoire et l'incompréhension de la hiérarchie et de ses collègues ; que le compte rendu de la réunion du comité médical du 15 mai 2013 indique que M. Evesque témoigne d'une souffrance psychologique dont il reconnaît lui-même l'intensité et d'un état d'épuisement intellectuel, confirmant le diagnostic de syndrome dépressif, et que cet état est constitutif d'une pathologie invalidante et de gravité confirmée nécessitant des soins prolongés et le rendant temporairement inapte à l'activité professionnelle ; que lors de sa séance du 25 février 2014, le comité médical supérieur saisi par M. Evesque a confirmé l'avis du comité médical favorable au placement de M. Evesque en congé de longue maladie d'office pour une durée de six mois qu'au vu de l'avis du comité médical du 15 mai 2013 et de l'avis du comité médical supérieur du 25 février 2014, le CNRS ne peut être regardé comme ayant entaché sa décision du 15 juillet 2014 d'erreur de droit ni d'erreur manifeste d'appréciation en estimant que M. Evesque n'était pas en état provisoirement d'assumer ses fonctions et en le plaçant pour cette raison pour une durée de six mois en congé de longue maladie d'office ; » (jugement, p.4 et 5).

Cet exercice inhabituel aurait dû attirer l'attention du tribunal sur l'absence de motivation de la décision attaquée, et partant sur sa non-conformité avec l'obligation de motivation édictée par la loi du 11 juillet 1979.

La nullité de la décision n°483410 du 15 juillet 2014 s'impose déjà de ce chef.

VIII.- C'est en outre au prix d'une erreur manifeste d'appréciation que le tribunal administratif a statué par les motifs précités sans prendre en compte les avis médicaux cités par Monsieur Evesque, et notamment l'avis éclairé du Docteur Evrard, médecin de prévention du CNRS, qui ne constatait pas d'obstacle à ce que Monsieur Evesque poursuive ses fonctions de Directeur de Recherches au sein du CNRS.

IX.- Enfin, c'est encore au prix d'une erreur de droit que le tribunal administratif n'a pas annulé la décision n°483410 du 15 juillet 2014 malgré l'absence d'annulation ou de retrait régulier de la décision n°411560 du 17 mai 2013 qui lui est préalable, qui émane de la même autorité (Président du CNRS) et qui a un objet totalement identique (congé longue maladie pour la période du 21 mai au 20 novembre 2013).

X.- Pour l'ensemble de ces raisons, et celles qui seront exposées dans des mémoires ultérieurs, le jugement rendu le 15 juillet 2015 par le Tribunal administratif de Paris ne peut qu'être annulé, de même que les décisions n°483403 et n°483410 du Président du CNRS.

PAR CES MOTIFS, et tous autres à produire ou suppléer, même d'office, plaise à la Cour administrative d'appel de Paris :

- **ANNULER** le jugement n°1421761 du 15 juillet 2015 par lequel le tribunal administratif de Paris a rejeté la requête de Monsieur Evesque tendant à l'annulation des décisions n°483403 et 483410 par lesquelles le CNRS a statué sur le placement d'office de Monsieur Evesque en congé longue maladie,
- **ANNULER** la décision n°483403 du 15 juillet 2014 par laquelle le Président du CNRS a retiré sa décision n°411560 prononçant le placement d'office de Monsieur Evesque en congé longue maladie pour la période du 21 mai au 20 novembre 2013 ;
- **ANNULER** la décision n°483410 du 15 juillet 2014 par laquelle le Président du CNRS a prononcé le placement d'office de Monsieur Evesque en congé longue maladie pour la période du 21 mai au 20 novembre 2013 ;
- **METTRE** à la charge du CNRS la somme de 30 000 euros à titre d'indemnisation du préjudice résultant des troubles dans ses conditions d'existence ;
- **METTRE** à la charge du CNRS la somme de 2 000 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

PRODUCTIONS :

1. Jugement n°1421761 du Tribunal administratif de Paris du 15 juillet 2015 et sa lettre de notification

Vincent GIRIER
Avocat à la Cour